

Yang Y. (2010), « Technological Innovation, FDI and China's Manufacturing Export Competitiveness : An Empirical Analysis based on China's 26 Industries Panel Data », vol. 4, p. 579-582, 3rd International Conference on Information Management, Innovation Management and Industrial Engineering. www.djazairss.com/fr/lemaghreb/17114 Consulté le 13/05/2014.

-**Alguacil, M. T., Orts. V** (1999) « A multivariate co-integrated model testing for temporal causality between exports and outward FDI: The Spanish case », *Studies on the Spanish Economy*, n° 50, FEDEA.

-**Anima Investment Network** (2010) « l'impact des IDE sur le développement économique des pays », Etat de l'art et application à la région de la MED, Bénédicte de Saint-Laurent, ANIMA, Décembre, p. 8.

-**Benhamouche Z, Souam S.** (2009), « Les IDE en Algérie: quelles leçons tirer de l'expérience internationale », Colloque international, « L'économie algérienne dans la mondialisation: contraintes et atouts », Université Mouloud MAMMARI de Tizi-Ouzou, Algérie.

-**Belmihoub M. C.** (2007), « les rigidités institutionnelles face aux transformations économiques en Algérie: un problème de gouvernance », Special WorkShop on public administrations in arab-mediterranean countries, Madrid, INAP, p.19-22.

-**BLOMSTRÖM, M., A. KOKKO** (1997), « Foreign Direct Investment and Employment: Home Country Experience in the United States and Sweden », *Economic Journal*, NBER Working Paper No. 6019.

-**BLOMSTRÖM, M., A. KOKKO and M. Zejan** (2000), « Foreign Direct Investment. Firm and Host Country Strategies », London: Macmillan.

-**Benhabib A, Zenasni S,** (2013) « Déterminants Et Effets Des Investissements Directs Etrangers Sur La Croissance Economique En Algérie: Analyse En Données De Panel », 11 et 13 Mars 2013. Université Sétif, Algérie.

-**Boualam F.** (2008), « Les institutions et Attractivité des IDE », Colloque International, « Ouverture et émergence en Méditerranée », 17 et 18 Octobre 2008 Rabat- Maroc.

Centre du Commerce International, (2011), « La politique commerciale nationale au service des exportations », Genève, <http://www.intracen.org>.

Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, (2003), « Examen de la politique de l'investissement : Algérie », NATIONS UNIES, New York et Genève, 2003. p. 128.

Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), (2004), « Examen de la politique de l'investissement : Algérie », NATIONS UNIES, New York et Genève, 2004. p. 64.

Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), (2002), « L'investissement direct étranger au service du développement: optimiser les avantages minimiser les coûts », Synthèse Paris.

Ordonnance n°09-01 du 22 juillet, 2009, Journal Officiel de la République Algérienne n° 44.

B. Les obstacles aux IDE en Algérie

- les lenteurs bureaucratiques pour l'obtention des documents administratifs, et l'absence d'un environnement serein et sécurisé de l'investissement ;
- l'insuffisante clarté des dispositions réglementaires et législatives ;
- la difficulté d'obtention de crédits à l'investissement en Algérie, la pression de la fiscalité et des impôts, et la bureaucratie qui conduit à la corruption ;
- la faible performance du système bancaire ;
- Et les délais d'attente pour la fourniture des divers services d'utilité publique, notamment le téléphone, l'électricité, le gaz et l'eau.

CONCLUSION

Nous retenons de ce qui précède que les deux axes du commerce extérieur algérien, à savoir les IDE et les exportations souffrent des difficultés parfois communes : l'inefficacité du système financier, l'environnement d'affaires contraignant, un système d'éducation défaillant, et la quasi-absence de synergie entre les universités, les centres de recherche et les entreprises...etc. Dans un tel contexte, il serait illusoire de penser aux retombées positives de la présence des IDE sur le développement des exportations hors hydrocarbures en Algérie. En d'autres termes, il faudrait impérativement renforcer les capacités d'absorption des entreprises locales afin de bénéficier des externalités positives des IDE en particulier, l'accès aux savoir-faire managérial et technologique. Il serait très intéressant d'accélérer les réformes appropriées permettant au pays de pouvoir tirer profit des effets attendus des investissements. De plus, l'attractivité des IDE est conditionnée par la capacité de l'Algérie à offrir des conditions minimales qui motiveraient les investisseurs à s'y installer. Nous citons entre autres, la réforme du système financier, la modernisation du système éducatif et de l'administration, le renforcement de liens entre les universités et les entreprises et la promotion de l'innovation en leur sein.

REFERENCES

- Aitken** Brian, **Hanson** Gordon H., **Harrison** Ann E. (1997), « Spillovers, Foreign Investment, and Export Behavior », [Journal of International Economics](#), V 43, pp. 103-132.
- ALAYA M.** (2005), « Investissement direct étranger et croissance économique : une estimation à partir d'un modèle structurel pour les pays de la rive sud de la méditerranée », Centre d'Economie de Développement (CED), Université Montesquieu - Bordeaux IV, Av. Léon Duguit - entrée E - salle D218 – 33608 Pessac – France, p. 3.

Analyse de la politique d'attractivité des IDE en Algérie

La politique en faveur des IDE en Algérie reste passive, en dehors du secteur des hydrocarbures ouvert aux capitaux étrangers à partir de 1971, qui est régi par un code spécifique. L'étude réalisée par la CNUCED (2004) a distingué uniquement deux secteurs qui demeurent attractifs en raison du potentiel et de la place qu'ils occupent dans l'économie algérienne, à savoir ; les hydrocarbures et l'énergie d'une part, et les télécommunications et les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, d'autre part (NTIC). A partir de l'année 2009, l'IDE en Algérie est en baisse, cela est dû principalement à l'introduction de nouvelles mesures entre autres celles stipulant que pour tout nouveau projet d'investissement, la majorité du capital (soit 51%) doit être détenue par des partenaires locaux. Ces dernières ne sont d'ailleurs pas bien accueillies dans le milieu des affaires.

Depuis les années 2000, l'Algérie a mis en place un dispositif institutionnel d'incitation afin d'attirer un nombre considérable d'investisseurs étrangers, qu'ils soient de pays développés ou de pays en développement.

A. Le dispositif institutionnel des IDE en Algérie

-Ministère de l'industrie et de la promotion des investissements ; élaborer la politique nationale de l'investissement et veiller à son application ; -Conseil National de l'Investissement (CNI): chargé de proposer les stratégies et les priorités d'investissement en Algérie ; L'Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI); chargée de fournir aux investisseurs les informations nécessaires en matière ; -Le Guichet Unique : institution très importante qui doit accomplir les formalités constitutives des entreprises et permettre la mise en œuvre des projets d'investissement ; L'Agence Nationale d'Intermédiation et de régulation Foncière (ANIREF): gérer, promouvoir le marché foncier destiné à l'investissement et informer les investisseurs potentiels ; -Le Fonds d'Appui à l'Investissement : financer la prise en charge de la contribution de l'Etat dans le coût des avantages consentis aux investisseurs.

Cependant, en dépit des dispositifs de promotion de l'investissement national et étranger, et des facteurs attractifs dont jouit l'Algérie, ces derniers ne sont pas couronnés d'un véritable succès en termes d'amélioration de l'attractivité des IDE (Belmihoub, 2007)¹⁶. Et ce, en raison de nombreux obstacles qui persistent.

¹⁶ Belmihoub M. C. (2007), «Les rigidités institutionnelles face aux transformations économiques en Algérie: un problème de gouvernance », Special WorkShop on public administrations in arab-mediterranean countries, Madrid, INAP, pp.19-22.

grâce à des programmes de formation en interne auprès de la maison mère, mais aussi par le biais de cabinets de formation algériens (CNUCED, 2004). Le chiffre d'affaires de Henkel Algérie a déjà inscrit une hausse de 12% en 2007, grâce au développement de ses marques Isis, Le Chat et Bref sur le marché algérien, lesquelles sont très concurrentielles, mais aussi grâce au développement de son activité d'exportation vers la Tunisie et l'Afrique sub-saharienne. Selon le directeur général de la filiale algérienne, l'unité de Réghaïa (Alger) est devenue en 2009 la plateforme d'exportation vers la Tunisie, d'où a été délocalisée l'usine de production de détergents liquides (Djazairess, 2014)¹⁵.

-HAYAT DHC Algérie : filiale de HAYAT HOLDING est fondée en 2005 dans la wilaya de Blida, elle est présente dans le secteur des produits d'entretien ménager. Les exportations de HAYAT DHC ALGERIE ont enregistré une légère hausse en valeur de près de 14% au cours de l'année 2014 par rapport à une année auparavant ; la facture des exportations est passée de 1,2 millions USD en 2013, à près de 1,4 millions USD. Les exportations de HAYAT DHC ALGERIE sont effectuées vers 7 pays. Il s'agit de la Tunisie, de la Turquie, de la Guinée, Egypte, Syrie, USA et de l'Italie.

L'analyse des exportations de HAYAT DHC ALGERIE montre que 83% de ces exportations sont en destination de la Tunisie, 9 % de la Turquie, 4% de la Guinée, 3% de l'Egypte, et 1% pour les autres pays clients (Algex, 2016).

-En 2006 Knauf (groupe allemand)) s'est implanté en Algérie par le rachat de 50% des parts de la plâtrière Algérienne Fleurus pour que plus tard l'acquisition définitive de la plâtrière se fasse au courant de l'année 2010. Depuis, une large gamme de produits a été lancée sur le marché Algérien et à l'exportation vers plusieurs pays Africains. Selon l'ALGEX (2015), la Sarl Knauf fleurus s'est vu attribuer le prix spécial du jury décerné aux entreprises étrangères installées en Algérie qui dégagent de la croissance et qui réussissent à promouvoir les exportations hors hydrocarbures. Knauf exporte vers Dubaï, le Maroc, la Tunisie ainsi que vers d'autres pays d'Afrique.

Ces cas nous laissent supposer que le marché Algérie peut servir d'une plate-forme d'exportation pour les investisseurs étrangers. D'où l'importance de tirer pleinement profit des avantages que ceux-ci pourraient entraîner.

¹⁵ www.djazairess.com/fr/lemaghreb/17114 Consulté le 13/05/2014

Bien qu'un certain nombre de nos entreprises soient conscientes de la nécessité de s'aligner sur les standards internationaux pour proposer à l'international des produits de qualité, il reste beaucoup à faire notamment en matière d'adoption de normes obligatoires (en particulier sanitaires et environnementales) qui constituent de véritables barrières pour pénétrer un marché étranger.

Tableau I. Les résultats relatifs à l'obtention d'une distinction, d'un label valorisant les produits des entreprises exportatrices enquêtées

Distinctions	fréquence
Non aucune	4.16 %
ISO 9001	54.16 %
ISO 1400	16.66 %
ISO 14001	20.83 %
ISO 22000	20.83 %
Label professionnel	8.33 %
Autre (est cité le marquage règlementaire C€)	8.33%

Des ressources insuffisantes à l'export

La majorité des entreprises interrogées confirment que plusieurs insuffisances au plan interne entravent leur développement international. Les principales contraintes sont :

- la capacité de production insuffisante (37.5 %). la limite des quantités exportées est due aux contraintes propres à l'exportateur.
- Le manque de main d'œuvre qualifiée. En effet, 20.83 % des entreprises confirment que leur main d'œuvre notamment celle de la fonction de la production est peu qualifiée et peu créative. Cela traduit leurs sérieuses difficultés à répondre aux spécificités et préférences des acheteurs étrangers.
- Le manque d'équipements leur permettant d'accéder aux nouvelles technologies et d'améliorer les caractéristiques de leurs offres(20.83 %);
- La pénurie de la matière première, 37.5 % des exportateurs déclarent qu'ils sont confrontés au problème de pénurie de matière première, ce qui tarde et allonge les délais de vente de leurs produits sur les marchés étrangers.

Il est important de souligner qu'une politique soutenue d'exportation hors hydrocarbures ne peut se concevoir sans une politique résolue d'attractivité des IDE. Certains cas d'investisseurs étrangers en Algérie bien que timidement, ils contribuent aux exportations hors hydrocarbures, nous évoquons entre autres, les cas suivants :

- En mai 2000, **Henkel-Enad** Algérie est créée en coentreprise entre l'Entreprise Nationale de Détergents et Produits d'Entretien (ENAD), société publique algérienne. Des transferts de compétence ont pu avoir lieu

Nous tenterons dans les points qui suivent de transposer ces éléments au contexte de l'économie algérienne.

2. Etat des lieux des exportations hors hydrocarbures en Algérie

Les exportations algériennes demeurent fortement dominées par les hydrocarbures. Selon les statistiques fournies par le CNIS, les exportations hors hydrocarbures¹³ demeurent toujours marginales, avec seulement 5,44% du volume global des exportations soit une valeur de 1,57 milliard de dollars US. Elles ont enregistré une baisse de 8,29% par rapport aux neuf mois 2014.

Il est à noter qu'en dépit des efforts consentis par les pouvoirs publics algériens en matière de soutien aux exportations hors hydrocarbures à savoir : les mesures de facilitation à l'export (régimes douaniers, contrôle de changes, exonérations fiscales, soutien financier à travers le FSPE...), et la mise en œuvre du dispositif institutionnel chargé d'épauler les entreprises exportatrices (Algex, Cagex, Safex...)¹⁴, les entreprises exportatrices demeurent confrontées à de nombreuses difficultés.

Dans le souci de comprendre pourquoi nos entreprises ne se sont pas fortement engagées à l'export. Nous avons mené une enquête sur le terrain auprès des entreprises (24) ayant connu une activité plus ou moins régulière à l'export. Et cela par le biais d'un questionnaire élaboré suite à l'analyse de la littérature existante notamment dans le management des entreprises.

La plupart des entreprises interrogées confirment qu'elles ne disposent pas de compétences requises leur permettant de mener à bien leur stratégie d'exportation. 79.16 % ne disposent pas de spécialistes dans les domaines suivants :-La stratégie internationale ; -La logistique internationale.79.16 % des exportateurs disposent des diplômés de l'enseignement supérieur en commerce international et 50 % d'entre eux disposent des commerciaux diplômés en marketing international. Mais il faut noter que ces derniers n'ont pas reçu une formation approfondie en la matière, c'est pourquoi même les procédures et l'ensemble des documents d'exportation ne font pas objet d'une réelle maîtrise par ces entreprises.

Des défaillances en matière de valorisation du savoir faire

¹³ La catégorie demi-produits sont constitués des produits issus de la transformation des hydrocarbures (ammoniac, méthanol, gazes rares), produits bruts sont constitués des déchets ferreux et non ferreux).

¹⁴ Agence Nationale de Promotion du commerce extérieur (ALGEX), Compagnie Algérienne d'Assurance et de Garantie des exportations (CAGEX), Société Algérienne des Foires et Expositions (SAFEX). Fonds Spécial pour la Promotion des Exportations (FSPE). Exportations Hors Hydrocarbures (EHH).

d'origine de la firme, soit à l'exploitation de marchés tiers à partir du pays hôte. Dans ce cas, on parle de formation de plate-forme de réexportation (Alaya, 2005)⁹.

C. Accès aux chaînes de valeur mondiales

Il est fréquent qu'une société affiliée à une multinationale américaine dans un pays en développement enregistre une augmentation de ses exportations à destination d'autres affiliées plutôt que de sa maison mère. Ces tendances sont le reflet de la stratégie d'externalisation et de mondialisation de la production récemment adoptée par les multinationales disposant d'un réseau de filiales dans plusieurs pays, créant ainsi une chaîne de valeur mondiale. Il importe donc de noter que les pays en développement doivent participer plus activement aux chaînes d'approvisionnement. Cela leur permettrait de bénéficier directement de ces tendances mondiales lorsque les multinationales s'implantent sur leurs marchés. Ils peuvent ainsi diversifier leurs économies et s'éloigner des produits de base (CCI, 2011)¹⁰.

D. Les IDE et le renforcement des capacités de production nationale

l'IDE peut contribuer à la promotion et à la croissance des capacités de production des exportateurs locaux, notamment en encourageant les entreprises locales à lancer de nouveaux produits et services, et cela du fait de la délocalisation des capacités de production des entreprises multinationales originaires des pays développés et très avancés en particulier en termes de progrès technique et d'innovations. Les études portant sur l'économie espagnole, confirment la complémentarité entre les IDE et l'accroissement des exportations et même le lien de cause à effet entre les IDE et les exportations (Alguacil, Orts, 1999)¹¹. Un exemple éloquent dans ce cadre est celui de la Chine. Une étude révèle que l'innovation technologique et l'IDE ont eu des retombées positives sur la compétitivité à l'exportation du secteur manufacturier chinois (Yang, 2010)¹².

⁹ Alaya M. (2005), « Investissement direct étranger et croissance économique : une estimation à partir d'un modèle structurel pour les pays de la rive sud de la méditerranée », Centre d'Economie de Développement (CED), Université Montesquieu - Bordeaux IV, Av. Léon Duguit - entrée E - salle D218 – 33608 Pessac – France, p. 3.

¹⁰ Centre du Commerce International, (2011), « La politique commerciale nationale au service des exportations », Genève, <http://www.intracen.org>.

¹¹ Alguacil, M. T., Orts. V (1999) « A multivariate co-integrated model testing for temporal causality between exports and outward FDI: The Spanish case », *Studies on the Spanish Economy*, n° 50, FEDEA..

¹² Yang Y. (2010), « Technological Innovation, FDI and China's Manufacturing Export Competitiveness : An Empirical Analysis based on China's 26 Industries Panel Data », vol. 4, p. 579-582, 3rd International Conference on Information Management, Innovation Management and Industrial Engineering.

En outre, selon CNUCED (2004)⁵ la présence des firmes étrangères à travers leurs filiales dans les pays en développement constitue un facteur majeur facilitant l'internationalisation des entreprises nationales (en particulier les fournisseurs de ces filiales). Les effets positifs des firmes étrangères sur l'activité à l'export des entreprises locales peuvent être directs. Ces derniers se manifestent notamment à travers l'apprentissage à l'export des entreprises locales en accédant aux connaissances et informations contrôlées par les filiales des firmes étrangères telles que les connaissances acquises sur les marchés étrangers, et les conditions d'accès à ses derniers notamment en termes de qualité de produits, du design, et des emballages à proposer (Blomström et al., 2000)⁶ ; quant aux effets indirects, l'auteur souligne que ces effets peuvent se présenter lorsque les entreprises locales imitent certaines pratiques des compagnies étrangères et embauchent la main d'œuvre formée par celles-ci. Souam et Benhamouche (2009, p.8)⁷ ajoutent à ce propos, que l'un des mécanismes par lequel le savoir se diffuse des firmes multinationales vers les entreprises locales, ce que l'on appelle le « *reverse engineering* » qui signifie simplement que des ingénieurs qui ont travaillé dans les FMN les quittent pour aller travailler pour une entreprise locale, apportent avec eux le savoir acquis en travaillant pour les FMN.

Selon l'étude menée par Aitken, Hanson et Harrison (1997)⁸ auprès des entreprises manufacturières au Mexique sur la période 1986- 1990, la probabilité qu'une entreprise locale exporte augmente avec une localisation à proximité des multinationales. Ces résultats mettent en exergue l'apport positif que pourrait avoir une politique publique d'attractivité des IDE dans la promotion des exportations locales.

Les effets directs des filiales étrangères sur le développement du commerce extérieur du pays hôte se manifestent également lorsque la production locale de la filiale est consacrée soit à la réexportation vers le pays

⁵ Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, (2004), « Examen de la politique de l'investissement : Algérie », NATIONS UNIES, New York et Genève, 2004. p. 64.

⁶ BLOMSTRÖM, M., A. KOKKO and M. Zejan (2000), « Foreign Direct Investment. Firm and Host Country Strategies », London: Macmillan.

⁷ Benhamouche Z, Souam S. (2009), « Les IDE en Algérie: quelles leçons tirer de l'expérience internationale », Colloque international, « L'économie algérienne dans la mondialisation: contraintes et atouts », Université Mouloud MAMMERRI de Tizi-Ouzou, Algérie.

⁸ Aitken Brian, [Hanson](#) Gordon H., [Harrison](#) Ann E. (1997), « Spillovers, Foreign Investment, and Export Behavior », [Journal of International Economics](#), V 43, pp. 103-132.

leur étude, Blomström and Kokko (1997)¹ affirment que l'investissement étranger direct favorise le développement économique en permettant d'améliorer la croissance de la productivité et des exportations.

Toujours dans le cadre de l'analyse de l'impact des IDE sur l'amélioration de la productivité voire de la compétitivité globale de l'économie nationale fait ressortir les éléments suivants (ANIMA, 2010)²:

A. Transferts de technologies

Il convient ici pour les pays d'accueil de revoir leur vision statique de la technologie en pensant qu'il suffit de l'acheter et de l'acquérir, or, le transfert de technologie est le résultat d'un processus axé non seulement sur le transfert de connaissances mais également sur le travail d'équipes, les interrelations complexe, les réseaux...etc. Cela a été démontré par une intéressante étude française de l'AFD et de l'IFRI Benhabib, Zenasni, 2013)³ ayant montré la diversité des canaux d'acquisition de technologie et de leurs modalités de mise en œuvre. Et les principaux mécanismes de transfert de technologie établis sont : mouvement de personnel (formation à l'étranger), Sous-traitance, OEM (Original Equipment Manufacturer) ou fabrication pour compte, Joint-ventures, et alliances technologiques.

B. Impact des IDE sur les échanges commerciaux et la performance à l'exportation

L'OCDE (2002⁴) indique que « les entreprises multinationales peuvent renforcer le caractère exportateur de l'économie nationale grâce à des atouts qui comprennent : l'excellente qualité de leurs produits, la reconnaissance de la marque et leur accès aux marchés mondiaux, leur capacité de lever les obstacles à l'utilisation de la dotation en facteurs de l'économie d'accueil et leur impact à long terme sur la compétitivité internationale du secteur d'activité du pays d'accueil » (OCDE, 2002).

¹ BLOMSTRÖM, M., A. KOKKO (1997), « Foreign District Investment and Employment: Home Country Experience in the United States and Sweden », *Economic Journal*, NBER Working Paper No. 6019.

² Anima Investment Network (2010) « l'impact des IDE sur le développement économique des pays », Etat de l'art et application à la région de la MED, Bénédicte de Saint-Laurent, ANIMA, Décembre, p. 8.

³ Benhabib A, Zenasni S, (2013) « Déterminants Et Effets Des Investissements Directs Etrangers Sur La Croissance Economique En Algérie: Analyse En Données De Panel », 11 et 13 Mars 2013. Université Sétif, Algérie.

⁴ OCDE, (2002), L'investissement direct étranger au service du développement: optimiser les avantages minimiser les coûts, Paris.

Introduction

Face à l'accélération du processus de la mondialisation, et l'intensification de la concurrence internationale, l'Algérie est amenée à repenser sa stratégie de soutien aux exportations hors hydrocarbures et cela non seulement en s'appuyant sur l'amélioration de sa politique commerciale, de ses institutions, des infrastructures physiques ainsi que la disponibilité de la main d'œuvre qualifiée, mais aussi à dépasser ce cadre de la politique intérieure. Car aujourd'hui, le secteur des exportations hors hydrocarbures dépend de la performance des marchés des produits et des facteurs tant nationaux qu'internationaux notamment en matière de main d'œuvre hautement qualifiée et de capitaux.

L'accès à ces facteurs est possible en présence des investissements directs étrangers (IDE) sur le territoire algérien. En effet, l'analyse de la littérature existante notamment dans l'économie internationale montre qu'il existe des liens solides entre les IDE et la promotion des exportations nationales. Bien que les IDE soient très présents dans le secteur des hydrocarbures, il est primordial pour l'Algérie d'asseoir une politique d'attractivité des IDE dans les secteurs hors hydrocarbures permettant le développement des exportations hors hydrocarbures en Algérie. Ce qui permettrait au pays de réussir une insertion compétitive dans les marchés internationaux, en réduisant sa vulnérabilité économique et en tirant parti de la dynamique du commerce international.

C'est dans cette optique que nous nous efforçons de comprendre dans quelle mesure les IDE pourraient-ils contribuer à la croissance des exportations hors hydrocarbures en Algérie. Cependant répondre à cette problématique nécessite de traiter son corolaire à savoir ; dans quelle mesure l'Algérie s'efforce-t-elle d'asseoir une politique attrayante vis-à-vis des IDE afin de favoriser l'insertion des entreprises nationales dans les chaînes de valeur moniales ? Pour y répondre, nous avons opté pour deux approches méthodologiques, l'une est descriptive, elle nous permet de revoir la littérature relative aux IDE. Quant à l'approche analytique nous permet de centrer notre réflexion sur l'analyse des exportations hors hydrocarbures en Algérie par le biais d'une enquête que nous avons menée auprès des entreprises ayant une certaine présence sur les marchés étrangers.

1. Revue de la littérature

Dans la littérature économique de nombreux travaux ont mis en exergue l'influence des IDE sur la croissance économique. De nombreux travaux ont exploré les différents aspects des effets de l'IDE tels que (i) le transfert technologique (ii) l'introduction de nouveaux processus (iii) les gains de productivité et (iv) l'ouverture de nouvelles opportunités de marché. Dans

Les IDE : un vecteur pour la promotion et le développement des exportations hors hydrocarbures en Algérie

Doctorante ARROUCHE Nacera
Dr. BOUYAHIAOUI Nasser
Université Tizi-Ouzou,

Abstract : In this paper, we have tried to highlight the necessity to establish a strategy attracting FDI in Algeria. Numerous academic scholars have conducted empirical studies in which they established the positive effect of FDIs on countries economic growth and export performance. FDI is considered as an important vector in promoting and increasing export. Algeria has established very ambitious measures promoting non-hydrocarbon. Algeria has put in place new policies in order to attract FDIs by removing major obstacles to investments and exports. The priority is to focus on the FDI making real contribution to enhancing economic growth and export. In order to do carry our study, we have used a descriptive and analytical methodology. We have tried to study and analyze whether FDIs contribute to improve economic growth and therefore enhance export in general and export of non- hydrocarbon in Algeria in particular. Secondly, to analyze whether the FDI flows evolution and various measure put in place by the Algerian government to attract and to promote FDI.

Keywords: *FDI, non-hydrocarbon export, constraints, attractive policiers, Alegrie*

ملخص الغرض من هذا المقال هو تسليط الضوء على ضرورة وضع استراتيجية جذب الاستثمار الأجنبي المباشر في الجزائر. قد أجرى علماء الأكاديمية العديد من الدراسات التجريبية التي أسست الأثر الإيجابي للاستثمارات الأجنبية المباشرة على النمو الاقتصادي في البلدان النامية وأداء الصادرات. يعتبر الاستثمار الأجنبي المباشر كناقض مهم في تعزيز وزيادة الصادرات. أنشأت الجزائر تدابير طموحة جدا من أجل تشجيع الصادرات خارج المحروقات. وضعت الجزائر في سياسات جديدة مكان من أجل جذب الاستثمارات الأجنبية المباشرة عن طريق إزالة العقبات الرئيسية التي تعترض الاستثمارات والصادرات.

لتسليط الضوء على كل هذه العناصر اعتمدنا على المنهج الوصفي والتحليلي، الأول سمح دراسة مساهمة الاستثمار الأجنبي المباشر في تعزيز وتنمية الصادرات في العام و الصادرات غير النفطية في الجزائر على وجه الخصوص و المنهج الثاني هدفه إجراء دراسة تحليلية حول جذب الاستثمارات الأجنبية في الجزائر .

الكلمات المفتاحية الاستثمار الأجنبي ، الصادرات خارج المحروقات ، المعوقات ، الجزائر